



Isolation non, protection : lâ??Ã©conomie de guerre super-spartiate dâ??IsraÃ«l

Description

Par Ahmed Alqarout, le 11 mars 2026



Introduction

En septembre 2025, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exhorté les Israéliens à se préparer à un isolement international croissant en transformant le pays en une « Super Sparte » du Moyen-Orient : un pays plus militarisé, économiquement autonome et capable de soutenir un conflit prolongé malgré une pression extérieure croissante. En effet, depuis octobre 2023, les dirigeants israéliens ont articulé et commencé à mettre en œuvre de manière sélective un virage vers une plus grande autonomie stratégique, visant à développer une économie de guerre résistante aux sanctions.

Cette note d'orientation replace ces développements dans le cadre de ce qu'elle qualifie de doctrine émergente de la « Super-Sparta ». Tel qu'il est employé ici, le terme dépasse la simple rhétorique politique pour décrire un projet politico-économique institutionnel structuré autour d'une mobilisation nationale permanente, d'une doctrine de guerre préventive et d'une expansion accrue de l'industrie de défense. Ce changement opératoire dans

un contexte d'attaques militaires répétées des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, illustrant comment l'économie de guerre mobilisée fonctionne dans la pratique pour consolider l'impunité et diluer la responsabilité. Pourtant, alors même que l'État sioniste promeut un programme d'autosuffisance, cette trajectoire ne reflète pas un consensus national consolidé et est marquée par des tensions institutionnelles qui exposent des vulnérabilités structurelles.

En conséquence, plutôt que de viser une autarcie totale (autosuffisance économique nationale), l'économie de guerre d'Israël semble se consolider en un modèle hybride combinant substitution nationale et intégration mondiale stratégique. Cette configuration répartit le risque à travers des réseaux transnationaux plutôt que de le concentrer au sein d'un canal unique susceptible de faire l'objet de sanctions. Le premier pilier de cette stratégie se concentre sur l'expansion des capacités de production nationales dans les secteurs critiques de la défense, tandis que le second approfondit l'intégration transnationale afin de disperser les vulnérabilités à travers des réseaux diversifiés, et souvent résistants aux sanctions. Dans ce contexte, l'auteur soutient que les instruments traditionnels de la responsabilité internationale – en particulier les embargos fragmentés ou appliqués de manière incohérente – perdent de leur efficacité, soulignant la nécessité de stratégies ciblant l'infrastructure matérielle et les réseaux de dépendance qui soutiennent l'économie israélienne.

La quête de l'autarcie stratégique

La doctrine « Super-Sparta » est traduite par des propositions politiques centrées sur la « souveraineté industrielle », bien que leur mise en œuvre reste incertaine et contestée sur le plan institutionnel. L'articulation la plus formelle de cette autonomie stratégique figure dans le rapport de la Commission Nagel, présenté en janvier 2025, qui préconise une expansion de la production nationale d'armement essentiel afin de réduire la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers. Ce pivot industriel s'accompagne d'un changement doctrinal vers une posture d'« attaque proactive et préventive ». Pour soutenir cette transition, la commission a recommandé une augmentation substantielle des dépenses de défense allant de 36 à 74 milliards de dollars supplémentaires au cours de la prochaine décennie. Parmi les priorités clés figure l'expansion à grande échelle des stocks de munitions afin d'atteindre l'indépendance en matière de production d'ici 2034.

En septembre 2025, le ministère de la Défense (MoD) a créé une Direction nationale de l'armement afin de centraliser les achats, d'accroître les chaînes d'approvisionnement nationales et de faire progresser le développement d'armes de précision et de drones. Les responsables israéliens ont fait état d'une augmentation de la capacité de production locale pour plusieurs types de munitions, notamment les bombes lourdes larguées par voie aérienne, ainsi que de nouvelles installations pour les explosifs et les matières premières critiques, et d'une expansion de la fabrication de munitions. Cette expansion est soutenue par des programmes de subventions et d'incitations ciblant les technologies de défense et à double usage.

Le MoD est imposé comme le principal moteur institutionnel de cette stratégie d'innovation en matière de défense en temps de guerre. Rien qu'en 2024, il a passé des contrats avec plus de 80 start-ups – un chiffre bien supérieur aux niveaux d'avant-guerre –, injectant près de 255 millions de dollars par le biais de canaux d'approvisionnement accrochés. Ces contrats

fonctionnent comme des subventions implicites, finançant la recherche et le développement à un stade précoce tout en garantissant la demande, en réduisant le risque commercial et en signalant la crédibilité aux investisseurs privés. Les investissements se sont concentrés sur des secteurs stratégiques tels que les drones, l'intelligence artificielle et les systèmes autonomes.

Des mécanismes de financement parallèles ont également été mobilisés par l'intermédiaire de l'Autorité israélienne pour l'innovation (IIA). Son programme d'incitation pour les entreprises en phase de démarrage offre des subventions pouvant atteindre 2,7 millions de dollars, couvrant jusqu'à la moitié des budgets approuvés et remboursables par le biais de redevances une fois les ventes réalisées. Comme ces subventions n'obligent pas les entreprises à céder des parts, elles canalisent les fonds vers des technologies de défense et à double usage à cycle long.

En outre, le gouvernement israélien a relancé le modèle Yozma par le biais d'une initiative « Yozma 2.0 », engageant des capitaux publics dans des fonds de capital-risque sur la base d'un abondement de 30 %. Bien que conçue comme une vaste mesure de stimulation de l'innovation, les priorités en temps de guerre ont orienté des investissements substantiels vers des technologies de pointe liées à la sécurité. Le fonds de démarrage élargi de l'IIA qui distribue désormais environ 135 millions de dollars par an renforce encore davantage le pipeline d'innovation. Collectivement, ces instruments intègrent les priorités de défense au sein de l'écosystème national d'innovation israélien.

Au-delà de l'industrie, la volonté d'Israël d'atteindre l'autarcie stratégique s'est étendue à la militarisation de la société. Alors que la pénurie de main-d'œuvre s'intensifie dans le contexte d'une guerre expansionniste sur plusieurs fronts, un arrêt de la Cour suprême israélienne du 25 juin 2024 a mis fin aux exemptions légales pour les étudiants ultra-orthodoxes des yeshivas, dans le but d'élargir le vivier de recrutement. Des avis de conscription massive ont suivi, dont 54 000 en juillet 2025. Cette mesure a stabilisé les coalitions au pouvoir et mis en évidence les tensions entre les besoins en effectifs militaires et la stabilité politique, tandis que les niveaux de recrutement restent inférieurs aux objectifs opérationnels.

La pénurie de main-d'œuvre civile s'est également aggravée, en particulier à la suite de la révocation à grande échelle des permis de travail palestiniens. Les efforts visant à remplacer cette main-d'œuvre par de la main-d'œuvre étrangère venue d'Inde, du Sri Lanka et de Chine ont peine à répondre à la demande, ce qui a fait grimper les coûts et ralenti la production. L'abandon de la main-d'œuvre palestinienne reflète la volonté coloniale des colons d'expulser la population indigène de ses terres et un modèle d'emploi axé sur la sécurité qui privilégie la contractualité plutôt que l'efficacité économique. Cette politique coloniale institutionnalise un régime de main-d'œuvre ségrégué, conforme à l'architecture plus large du régime d'apartheid militaire d'Israël.

Limites et contraintes de la doctrine

La doctrine « Super-Sparta » n'est pas un consensus national consolidé, mais plutôt un projet politico-économique contesté, marqué par des fractures internes susceptibles de s'aggraver. Le cadre de Nagel a déjà suscité des critiques quant à sa cohérence stratégique, sa faisabilité budgétaire et sa responsabilité institutionnelle. Si le rapport présente un vaste

programme d'expansion industrielle, il n'est pas de stratégie politique ou opérationnelle pleinement intégrée. Les mécanismes de financement restent flous, les augmentations budgétaires proposées ne s'appuyant pas sur un modèle de recettes crédible.

Ces défis sont aggravés par une fragmentation plus large de la gouvernance. Des chercheurs ont identifié des limites persistantes dans la capacité d'Israël à mener une politique stratégique durable, notamment une faible coordination interministérielle et des lacunes dans la mise en œuvre. En tant qu'organe consultatif, la Commission Nagel ne dispose pas d'un pouvoir d'exécution formel, ce qui rend ses recommandations subordonnées à leur adoption politique au sein d'un système de coalition fragmenté. Parallèlement, des contraintes matérielles – notamment les dépendances vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'accès aux matières premières essentielles – compliquent la mise en œuvre. Israël reste également dépendant des chaînes d'approvisionnement mondiales pour les semi-conducteurs, les composites avancés et les systèmes de propulsion, ce qui souligne les limites structurelles de la poursuite d'une autarcie totale.

Le rapport aborde par ailleurs de manière limitée les défis liés à la main-d'œuvre ou la répartition inégale des obligations de service militaire, en particulier au sein des communautés ultra-orthodoxes – des omissions qui affaiblissent la viabilité à long terme de la main-d'œuvre. Prises dans leur ensemble, ces lacunes mettent en évidence les tensions croissantes entre l'ambition stratégique et les contraintes matérielles auxquelles se heurte la quête d'indépendance industrielle du régime israélien. Elles clarifient également la distinction entre le discours « Super-Sparta » et la réalité, indiquant que le modèle émergent n'est pas une autarcie totale, mais une forme limitée d'autonomie stratégique façonnée par un alignement mondial persistant visant à renforcer la résilience face aux sanctions.

Réalignement géopolitique : une stratégie d'atténuation des sanctions

Il est significatif que ces contraintes en matière de gouvernance, de main-d'œuvre et de chaîne d'approvisionnement contribuent à expliquer pourquoi la quête d'autonomie stratégique d'Israël a pris une forme hybride. L'indépendance industrielle totale restant hors de portée, le régime israélien a mis en œuvre une stratégie parallèle : approfondir l'intégration avec les réseaux de défense transnationaux et les partenaires autoritaires afin d'atténuer les vulnérabilités et de compliquer l'application des embargos. Ce réalignement géopolitique constitue le deuxième pilier, plus discret, de la doctrine « Super-Sparta » : l'isolation par l'imbrication plutôt que par l'isolement.

La pression des sanctions s'est accrue à mesure que la mobilisation mondiale s'intensifiait en réponse au génocide de Gaza. Par exemple, l'Espagne, la Turquie, l'Allemagne et l'Italie ont toutes introduit diverses formes de restrictions commerciales et d'armement, signalant un risque croissant pour la réputation et la réglementation d'Israël. Pourtant, l'application reste inégale et fragmentée, affaiblie par des failles, des exemptions et des retraits de politique. Exploitant ces lacunes dans l'application, le régime israélien a cherché à se protéger des sanctions plutôt qu'à s'isoler, tout en continuant à prôner l'autosuffisance.

Comme l'a documenté la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese dans son rapport de 2025, l'État israélien est passé d'une « Économie d'occupation » à une « Économie de génocide », soutenue par de denses réseaux d'acteurs corporatifs mondiaux et nationaux. Le rapport identifie plus de 45 entreprises comme étant au cœur de cette Économie politique, notamment des fabricants d'armes, des entreprises technologiques, des sociétés de construction, des industries extractives, des institutions financières et des universités. Cette infrastructure d'entreprises intègre l'Économie de guerre israélienne dans les circuits transnationaux de la finance, de la production et du développement technologique, diffusant ainsi la vulnérabilité et les risques à travers des réseaux mondiaux plutôt que de les concentrer au sein d'un seul canal susceptible de faire l'objet de sanctions.

Le secteur de la défense israélien reste également profondément ancré dans les réseaux de production mondiaux. De grandes entreprises telles que *Elbit Systems* et *Israel Aerospace Industries* dépendent fortement des exportations, des coentreprises et du co-développement avec des partenaires étrangers. L'expansion des écosystèmes de production conjointe couvrant la défense antimissile, les systèmes cybernétiques et l'intelligence artificielle renforce l'intégration des entreprises israéliennes au sein des marchés de défense transnationaux, compliquant la faisabilité et l'application des régimes d'embargo. Les accords de coproduction, tels que la ligne d'intercepteurs *RTX Rafael Tamir* en Arkansas, illustrent comment Israël utilise ses dépendances en matière de fabrication offshore par le biais d'une intégration stratégique.

Des mécanismes plus directs de contournement des sanctions complètent la diffusion structurelle de la production de défense et de l'écosystème technologique d'Israël à travers les réseaux mondiaux. Cela inclut la manière dont les marchés publics de défense israéliens ont recouru à des courtiers tiers et à des réseaux mondiaux de distributeurs pour s'approvisionner en composants soumis à des restrictions, souvent à des prix élevés. De telles pratiques soulignent que l'isolation fonctionne non seulement par la substitution, mais aussi par des efforts actifs visant à saper l'application des embargos. Dans cette optique, Israël a poursuivi une stratégie de réalignement géopolitique, renforçant ses liens avec un bloc de régimes de droite, ethno-nationalistes et autoritaires moins sensibles aux pressions fondées sur les droits de l'homme et au respect du droit international.

Le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe intègre Israël dans des réseaux à long terme d'infrastructures, de logistique et de technologie conçus pour approfondir les liens économiques et géopolitiques. L'Inde est devenue un partenaire clé et le plus gros client d'armes d'Israël, une relation renforcée par un traité bilatéral d'investissement signé en septembre 2025. La Hongrie est également devenue un important partenaire industriel européen, tandis que l'Azerbaïdjan fournit de l'énergie et importe des armes israéliennes. Les exportations d'armes vers les États signataires des Accords d'Abraham (Émirats arabes unis, Bahreïn et Maroc) ont également bondi, passant de 3 % des exportations de défense d'Israël en 2023 à 12 % en 2024, renforçant ainsi ce réalignement régional.

Le régime israélien a également externalisé ses infrastructures logistiques dans le cadre d'une stratégie de couverture maritime visant à atténuer les risques d'escalade des sanctions, d'interdiction de transport maritime et de perturbation de l'approvisionnement en temps de guerre. Afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des ports nationaux vulnérables au

blocus, aux grèves ou aux attaques de missiles, Israël a dû localiser ses opérations logistiques critiques. Cela inclut l'offre d'*Israeli Shipyards Ltd.* visant à acquiescer une participation majoritaire dans le port grec de Lavrion, afin d'établir une plaque tournante méditerranéenne de transbordement et d'entreposage capable de remplacer Haifa et Ashdod - deux ports qui ont subi des perturbations opérationnelles répétées pendant la guerre.

La reconnaissance du Somaliland par Israël en décembre 2025 reflète de la même manière une logique de positionnement maritime. Situé près du goulet stratégique de Bab al-Mandab, au large des côtes du Yémen, le Somaliland offre un point d'ancrage potentiel pour la surveillance, la coordination logistique et la protection des routes maritimes face aux perturbations liées aux Houthis en mer Rouge. Ces initiatives reflètent une stratégie hybride d'isolation plutôt que d'autarcie totale ou d'autonomie complète, associant la production nationale dans les industries de guerre à la répartition géographique des opérations logistiques sur des juridictions externes. Cette approche produit une isolation à plusieurs niveaux : elle réduit l'exposition directe aux sanctions tout en réduisant la vulnérabilité sur plusieurs juridictions et corridors d'approvisionnement.

L'isolation d'Israël est encore renforcée par une intégration profonde de son industrie de défense avec les marchés européens. L'UE reste le principal partenaire commercial d'Israël, notamment grâce à la coopération en matière de recherche, aux échanges technologiques et aux cadres de développement conjoint d'armes. Avant la guerre actuelle, les entreprises de défense israéliennes avaient établi des collaborations profondes et en pleine expansion avec les marchés européens. Des coentreprises telles que le programme de missiles EuroSpike - associant Rafael Advanced Defense Systems à des fabricants allemands de matériel de défense - illustrent l'étendue de l'imbrication des coproductions. De même, les partenariats entre le groupe français Safran (via sa filiale Sagem Defence) et Elbit Systems pour la production de drones militaires, ainsi que l'acquisition par Israel Aerospace Industries de la société grecque Intracom Defense, offrent aux entreprises israéliennes un accès direct aux ressources du Fonds européen de défense et aux circuits d'approvisionnement. Ces relations industrielles étroitement imbriquées génèrent une assistance institutionnelle à l'application de l'embargo, car les fabricants, les investisseurs et les gouvernements européens restent matériellement impliqués dans les chaînes d'approvisionnement de la défense israélienne.

En complément de ces stratégies géopolitiques de couverture, les cadres législatifs et réglementaires américains offrent à Israël une protection supplémentaire contre l'application du BDS. L'abrogation par le président américain Donald Trump du Memorandum sur la sécurité nationale n° 20 en février 2025 a affaibli les conditions humanitaires régissant les transferts d'armes américains en supprimant les obligations de déclaration et de garantie liées au respect du droit international humanitaire. Parallèlement, la législation américaine anti-boycott et les restrictions en matière de marchés publics au niveau des États continuent de pénaliser la participation des entreprises aux campagnes de boycott ou de sanctions, limitant ainsi la conformité du secteur privé aux campagnes de pression internationales.

En outre, les discussions actuelles concernant la suppression progressive du programme américain de financement militaire étranger (FMF) doivent être comprises moins comme un pas vers l'indépendance stratégique d'Israël que comme une restructuration des mécanismes

dâ??aide. Les dÃ©bats politiques et les propositions des groupes de rÃ©flexion liÃ©s aux nÃ©gociations sur le prochain protocole dâ??accord de sÃ©curitÃ© entre les Ãtats-Unis et IsraÃ©l ont explorÃ© la possibilitÃ© de rÃ©orienter une partie de lâ??aide annuelle existante de 3,8 milliards de dollars vers des programmes Ã©largis de dÃ©veloppement conjoint et de coproduction financÃ©s par des crÃ©dits du dÃ©partement amÃ©ricain de la DÃ©fense plutÃ´t que par les subventions traditionnelles du FMF. Cette rÃ©orientation permettrait Ã IsraÃ©l de maintenir â?? voire dâ??augmenter â?? ses importations annuelles dâ??armes tout en rÃ©duisant les mÃ©canismes de contrÃ´le historiquement liÃ©s Ã lâ??aide militaire directe des Ãtats-Unis, institutionnalisant ainsi un partenariat de dÃ©fense moins conditionnel et plus profondÃ©ment ancrÃ©.

DÃ©fier lâ??isolement

La doctrine Ã « Super-Sparta Ã » dâ??IsraÃ©l sâ??articule autour de deux stratÃ©gies complÃ©mentaires : la substitution nationale dans la production de dÃ©fense critique et lâ??imbrication stratÃ©gique au sein de rÃ©seaux transnationaux. Comme dÃ©monstrÃ©, les charges fiscales, les pÃ©nuries de main-dâ??Ãuvre et les dÃ©pendances vis-Ã-vis de la chaÃªne dâ??approvisionnement limitent la portÃ©e de la premiÃ¨re stratÃ©gie, tandis que les enchevÃªtrements de coproduction et le rÃ©alignement gÃ©opolitique favorisent la seconde. Cette double configuration permet Ã lâ??Ã©conomie de guerre dâ??IsraÃ©l dâ??absorber la pression des sanctions par la diversification plutÃ´t que par lâ??isolement â?? en dÃ©plaÃ§ant les dÃ©pendances, en acheminant les achats et en tirant parti de lâ??intÃ©gration des Ãtats partenaires pour soutenir les opÃ©rations militaires sous des contraintes diplomatiques.

Pour contrer cette stratÃ©gie, la pression doit se concentrer sur les nÃ©uds de dÃ©pendance qui restent les plus rÃ©sistants Ã la substitution, tout en sâ??adaptant aux efforts parallÃ¨les dâ??IsraÃ©l pour les rÃ©acheminer et les diffuser. Lâ??enchaÃªnement des actions est crucial : une Ã©conomie de guerre rÃ©sistante aux sanctions ne peut Ãªtre consolidÃ©e du jour au lendemain. Ã court terme, la prioritÃ© est de cibler les dÃ©pendances externes qui ne peuvent Ãªtre remplacÃ©es rapidement. Ã moyen terme, lâ??attention devrait se porter sur les intrants industriels, les systÃªmes technologiques et lâ??infrastructure financiÃ¨re qui soutiennent et permettent la mise en Ãuvre des atrocitÃ©s du rÃ©gime israÃ©lien. Ã long terme, la tÃªche stratÃ©gique consiste Ã empÃªcher que les processus dâ??isolation ne se transforment en normalisation, en construisant des coalitions durables pour faire respecter les sanctions et en institutionnalisant des rÃ©gimes de responsabilitÃ© juridique.

Recommandations

RÃ©orienter les stratÃ©gies de responsabilisation vers des leviers concrets â?? plutÃ´t que vers un isolement symbolique â?? sera essentiel pour contester lâ??infrastructure qui soutient lâ??Ã©conomie de guerre dâ??IsraÃ©l. Les recommandations suivantes sâ??adressent Ã des groupes dâ??acteur.rices distincts mais complÃ©mentaires.

SociÃ©tÃ© civile et mouvements de base

Comme la production de guerre internationale d'Israël reste tributaire d'infrastructures logistiques et de services transnationales, la pression de la société civile est la plus efficace. Les chaînes d'approvisionnement dépendent d'acteurs et d'infrastructures externes.

- Les acteurs de base devraient maintenir les boycotts de consommateurs tout en élargissant les campagnes ciblant la logistique militaire et les réseaux de production à double usage. Les chaînes d'approvisionnement maritimes restent un point de pression critique. Les perturbations récentes – notamment les interdictions en mer Rouge menées par le Yémen et les actions des dockers européens, telles que le blocage par la CGT française de composants de munitions à Marseille-Fos et l'arrêt par les dockers italiens des exportations d'acier de qualité militaire à Gênes – montrent que les syndicats peuvent imposer des coûts matériels directs malgré les revendications d'autonomie stratégique. L'élargissement des alliances de dockers dans des ports tels que Gênes, Le Pirée, Marseille et Ravenna peut transformer des arrêts ponctuels en perturbations transnationales durables.
- Les campagnes devraient également cibler les infrastructures logistiques et de certification qui sous-tendent le commerce maritime – notamment les assureurs, les sociétés de classification, les transitaires et les prestataires de services portuaires – afin d'accroître l'exposition au risque commercial des cargaisons militaires à destination d'Israël.
- L'organisation du secteur technologique représente un deuxième vecteur d'influence. L'écosystème d'innovation de défense d'Israël reste profondément ancré dans l'infrastructure cloud mondiale, les services IA et les plateformes de traitement des données. Des campagnes telles que *No Tech for Apartheid* montrent comment l'organisation des travailleurs, les difficultés d'approvisionnement et la pression des actionnaires peuvent perturber ces dépendances en matière de services. La pression devrait également se concentrer sur les infrastructures physiques permettant le fonctionnement des systèmes de guerre numérique – centres de données, fermes de serveurs et filiales à l'étranger qui ancrent les entreprises israéliennes au sein d'écosystèmes d'approvisionnement étrangers.

Gouvernements nationaux et organismes de réglementation

Si Israël a développé sa production nationale de défense, il reste dépendant des intrants importés, des écosystèmes de services et de la permissivité des réglementations des États partenaires. L'action gouvernementale est donc plus efficace lorsqu'elle cible les facilitateurs externes de la substitution industrielle.

- Les États favorables aux cadres de responsabilité devraient donner la priorité aux contrôles à l'exportation des composants à double usage – notamment les processeurs énergétiques, les matériaux rares, les capteurs, les systèmes de propulsion et les technologies de guidage – tout en renforçant la pression contre le rétrofitage, le transbordement et les achats par l'intermédiaire de courtiers.
- Les agences de régulation devraient élever les exigences de diligence raisonnable et de divulgation aux assureurs, financiers, intermédiaires logistiques et organismes de certification.

qui desservent les chaînes d'approvisionnement de l'industrie de la défense. L'application des normes de risque du droit international humanitaire au sein des régimes d'octroi de licences d'exportation peut restreindre davantage les exportations lorsqu'il existe un risque crédible d'utilisation abusive.

- Les gouvernements devraient également restreindre les marchés publics, les partenariats de recherche et les accords de licence technologique impliquant des entreprises concernées, y compris les filiales et les coentreprises implantées sur leur territoire. Les cadres de contrôle parlementaire et de recours judiciaires peuvent limiter la participation, facilitée par l'état, aux réseaux transnationaux de production de défense.

Coalitions du Sud et plateformes intergouvernementales

Le modèle d'isolation hybride d'Israël repose sur le contournement du commerce, de la logistique et des achats vers des juridictions permissives. Une action coordonnée des pays du Sud peut donc combler les lacunes d'application laissées par les embargos occidentaux fragmentés.

- Les coalitions des pays du Sud disposent d'un levier d'action significatif grâce à l'application coordonnée des embargos, au contrôle logistique et aux contrôles des matières premières. Les engagements issus du Groupe de La Haye et de la réunion ministérielle de Bogotá convoquée par la Colombie et l'Afrique du Sud constituent un noyau politique pour la coordination opérationnelle et devraient être institutionnalisés sous forme de plateformes de partage de renseignements, de mécanismes de coordination douanière et de cadres synchronisés de contrôle portuaire.
- La mise en place d'unités chargées de l'application de l'embargo et de la surveillance des contournements, capables de cartographier les pratiques de détournement, les couloirs de transbordement et les réseaux d'approvisionnement « gris », permettrait aux états participants de perturber de manière préventive les flux d'approvisionnement.
- Les exportations d'énergie et de matières premières offrent un levier supplémentaire. Des précédents tels que la suspension des exportations de pétrole brut par le Brésil et la suspension des exportations de charbon par la Colombie illustrent comment les matières premières stratégiques peuvent servir d'outils de contrainte concrets lorsqu'elles font l'objet d'une coordination multilatérale.

Institutions financières et multilatérales

Même si Israël développe sa production nationale, son économie de guerre reste ancrée dans les systèmes transnationaux de financement, d'assurance et de capital d'innovation. Le levier financier est donc essentiel pour briser cet isolement.

- Les banques de développement, les fonds souverains et les institutions financières régionales devraient subordonner leurs investissements, leurs garanties de crédit et leurs services financiers au respect du droit international humanitaire. Un contrôle accru du capital-risque, des subventions à l'innovation et des filiales de financement des technologies à double usage peut limiter l'expansion de l'industrie de défense au niveau de la recherche

et du développement.

- La restriction de l'accès aux marchés des capitaux et aux services financiers pour les entreprises impliquées de manière significative dans la production militaire permettrait simultanément d'amplifier la pression sur les secteurs de la production et de la logistique. Les initiatives de dollarisation émergentes des BRICS offrent des voies supplémentaires pour mettre en œuvre des restrictions financières ciblées indépendamment des contraintes réglementaires américaines.

Traduction pour l'Agence Média Palestine : L.D

Source : [Al-Shabaka](#)

date créée

2026/03/20